



Fonds de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine



ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET COMPTE RENDU TRIMESTRIEL

30 Juin 2010

Période couverte :	1 ^{er} avril au 30 juin 2010		
Numéro et intitulé du Projet:	PBF/CAF/A1 : Autonomisation des femmes affectées par les conflits pour la reconstruction communautaire et la consolidation de la paix		
Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)		
Partenaire(s) d'exécution :	<ul style="list-style-type: none">• Comité International des Africaines pour le Développement (CIFAD)• Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA)• Association des femmes Juristes de Centrafrique (AFJC)• Association Centrafricaine pour le Bien-Être Familial (ACABEF)		
Date d'approbation du Comité de Pilotage :	29 décembre 2008		
Montants engagés:¹	\$ 686,200	Pourcentage du montant approuvé:	100%
Montants dépensés:²	\$ 668,512.6	Pourcentage du montant approuvé:	97.4%
Date de Clôture prévue:	30 juin 2010	Retard (mois):	6 mois

¹ Project commitment is defined as legally binding contracts signed for goods, works, and services as permissible by the respective agency's financial rules and regulations.

² Actual payments (for goods, works, and services) made against signed contract commitments. In most cases, total reported disbursements should not exceed total commitments, except in cases where disbursements are made against non-committed project funds (such as small scale payments, indirect programme costs etc, where no commitments are raised prior to payment).

Objectifs/Résultats:	Réalizations/Résultats:	Pourcentage de réalisation:
<p>Résultat 1 : Au moins 200 femmes affectées par les conflits réalisent des activités génératrices de revenus sous l'encadrement des associations/groupements féminins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 114 groupements/associations composées de 3794 membres dont 3776 femmes et 318 hommes ont été dotés de divers kits de production dans les domaines suivants : maraichage, Saponification, Agriculture avec ou sans attelage, Restauration, Pisciculture, Transformation de poisson, Production d'huile d'arachide, Couture et Tricotage, Transformation de manioc ou de mil, transport de divers produits (pousse-pousse), etc. Ces kits ont été remis officiellement aux groupements/associations des cérémonies organisées respectivement à Bossangoa en février, à Bozoum en mars 2010 et à Kabo en juillet 2010. • 49 groupements/associations féminins dont 24 dans l'Ouham-Pendé et 25 dans l'Ouham ont bénéficié de microcrédits pour un montant total de \$107,446 dollars. • 5 missions (dont 2 missions conjointes UNFPA-CIFAD Ministère des Affaires Sociales) de supervision et de suivi ont été réalisées et ont permis non seulement d'identifier les goulots d'étranglement au niveau d'utilisation des kits de production et des microcrédits, mais aussi de sensibiliser les autorités locales sur leur implication dans le suivi des activités du projet. 	100%
<p>Résultats 2 : Au moins 200 femmes des associations et groupements féminins appuient des femmes affectées par les conflits pour des actions de santé de la reproduction et de prévention des GBV.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 307 membres des association/groupements féminins ont bénéficié d'une formation sur la santé de la reproduction, la prévention du VIH et SIDA et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre. Cette formation qui a été dispensée par les experts de l'ACABEF permet aux bénéficiaires de sensibiliser les membres de leurs communautés respectives sur l'importance des consultations prénatales, le recours au personnel de santé qualifié pour les accouchements, la planification familiale notamment l'utilisation des méthodes modernes de contraception, la vaccination, etc. pour réduire le risque de morbidité et de mortalité maternelle dont les taux sont très élevés dans les zones affectées par les conflits que la RCA a connus. • En plus de cette formation, les ressources du projet ont permis de mettre en place une caisse de solidarité à Bocaranga en vue de permettre aux membres des associations/groupements féminins bénéficiaires de satisfaire leurs besoins sociaux et économiques de base tels que la prise en charge des soins de santé, l'éducation des enfants, le soutien aux funérailles, offrir des services financiers à la population et particulièrement le suivi du programme crédit du projet. 	100%
<p>Résultat 3 : Au moins 200 femmes des associations et groupements féminins des zones d'intervention du projet participent aux activités de mobilisation et de sensibilisation sur la consolidation de la paix</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 30 femmes de l'OFCA et de l'AFJC ont reçu pendant 5 jours une formation sur les techniques de sensibilisation sur la paix, les notions de droits humains, de l'entrepreneuriat féminins, des violences sexistes et leurs conséquences sur l'intégrité de la femme. • La formation reçue par ces femmes leur a permis d'organiser SIX (6) campagnes de plaidoyer et de sensibilisation à l'endroit des autorités locales et femmes leaders communautaires pour une meilleure implication des femmes dans les instances de prises de décisions et leur participation dans les activités de consolidation de la paix et aux élections législatives en cours. Au total 1.216 personnes combien de femmes et d'hommes (658 dans l'Ouham-Pendé et 558 dans l'Ouham) ont 	100%.

	bénéficié de ces campagnes.	
--	-----------------------------	--

Défis rencontrés et plan d'action	
--	--

Défis et difficultés rencontrés :	Difficultés rencontrées <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise compréhension de l'appui en kits de production par certains associations/groupements féminins qui ont vendu le matériel sans pouvoir l'utiliser pour les activités génératrices de revenus ; • Mauvaise répartition du matériel par les responsables provoquant la déliquescence des groupements et un climat de méfiance et de haine au sein de la population ; • Expropriation du matériel par les conjoints de certaines femmes hommes ; • Faible suivi des associations/groupements par les responsables préfectoraux du Ministère des affaires sociales ; • Non couverture de la zone de Sido du fait de l'insécurité persistante sur l'axe Kabo-Sido ; • Confusion dans l'esprit des populations qui pensent que le matériel et les microcrédits sont des dons destinés aux échéances électorales en cours. • Faible appropriation du projet par les autorités locales, les leaders communautaires et la population. Défis à relever <ul style="list-style-type: none"> • Remboursement de la totalité des microcrédits par les associations/groupements bénéficiaires ; • Faible capacité des associations/groupements à pérennité les acquis du projet. • Risque d'éclatement des associations/groupements du fait des dissensions entre les membres ;
Mesures envisagées pour rattraper le retard d'exécution des objectifs :	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que le fonds PBF soient épuisés, il serait souhaitable que les actions suivantes soient prises pour préserver les acquis du projet et faire en sorte que les actions menées soient durables et contribuent réellement à la consolidation de la paix. Il s'agira entre autre de : • Mettre en place un mécanisme fiable de gestion des fonds de microcrédits qui seront remboursés et des intérêts qui seront générés ; • Mobiliser des fonds pour continuer à assurer le suivi et l'encadrement des associations/groupements jusqu'en fin 2011 ; • Mettre en place un mécanisme de redistribution des microcrédits pour permettre à d'autres groupements d'en bénéficier ; • Former les membres des associations/groupements sur d'autres thématiques en matière de gestion de conflits et de consolidation.

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

En attendant une évaluation formelle du projet, on peut conclure au stade actuel que les différentes formations reçues par les membres de associations/groupements dans les domaines de gestion des AGR, de santé de la reproduction, de VIH et GBV, de culture de la paix et des droits humains pourront sans conteste contribuer à l'amélioration des conditions des bénéficiaires d'une part, et à consolider la paix dans les deux préfectures d'autre part. Toutefois, il est nécessaire de mobiliser davantage des ressources pour assurer le suivi des groupements qui ont été mis en place et consolider les résultats obtenus et parvenir à une réelle appropriation des actions initiées. Sans un suivi conséquent, il faut craindre un relâchement pouvant conduire à la dilapidation des ressources mises à la disposition desdites associations.